

Projet de loi fonction publique : Rien ne va. Ni sur le fond ni sur la forme.

Stanislas Guérini a tenu le 21 mai une réunion multilatérale sur le futur projet de loi fonction publique. Réunion à laquelle 4 organisations dont Solidaires n'ont pas participé.

Dans ce projet, rien ne va ni sur le fond ni sur la forme.

Sur la forme, seules 5 réunions sont prévues dont deux en bilatérale. Il s'agit d'une méthode de discussion tout sauf transparente, tout sauf constructive et surtout tout sauf suffisante.

Seulement 5 réunions (même si le ministre laisse miroiter une ou deux séances de plus, ça ne sera jamais suffisant), c'est afficher que tout est quasi bouclé, que toutes les décisions sont déjà prises.

Sur le fond, les orientations ne sont toujours pas acceptables pour Solidaires. La rémunération au mérite c'est non. Cela ne servira ni les agent-es publics ni les services rendus au public. Il s'agit ni plus ni moins qu'une mise en concurrence des agent es.

La suppression des catégories dans ce contexte, c'est la porte ouverte à tous les clientélismes et injustices entre agent-es.

Le licenciement affiché comme une priorité de travail, ce n'est ni plus ni moins que jeter le discrédit sur les agent-es publics et rouvrir une phase de fonctionnaire bashing.

Et ce ne sont pas les mesures indispensables sur la protection des agent-es publics qui changeront la donne sur le sentiment général sur ce projet de loi.

Ce n'est pas non plus en faisant le tour de France des agent-es trié-es sur le volet pour assister à des pseudos échanges que le ministre pourra convaincre du bien-fondé de son projet.

Solidaires n'est en aucun cas demandeur de ce projet de loi. Les urgences pour les agent-es publics ne sont pas celles que le ministre affiche et qui s'avèrent destructrices pour la fonction publique, tout comme pour les services publics et constituent des attaques contre les droits des agent-es publics.

L'urgence est à des mesures salariales générales telles que 85 points d'indices supplémentaires pour tous-tes, la revalorisation du point d'indice, l'indexation du point sur l'inflation, la revalorisation des carrières féminisées. Et ce n'est pas le groupe de travail sur le diagnostic rémunérations qui continue de jouer le satisfecit sur la situation salariale alors même que la réalité montre bien que les agent-es publics subissent une dégradation salariale qui va changer la donne.

L'urgence est également aux conditions de travail avec des moyens en rapport avec l'enjeu. Enfin, l'urgence est au développement des services publics partout sur les territoires pour l'ensemble de la population.

Paris le 23 mai 2024